

## LES RÉVOLUTIONS BOURGEOISES

Les révolutions bourgeoises sont invoquées ou évoquées dans nombre de débats ; dans le débat réforme ou révolution, déjà ; quand on parle de la sortie du Tiers-monde (de tel ou tel pays du Sud) du sous-développement ; quand il est question de la Révolution russe, et plus encore des tendances régressives (pour ne pas dire plus) des ex-pays socialistes. Les partis ouvriers occidentaux ont tous, peu ou prou, revendiqué l'héritage de la Révolution française. Comme on sait, Gramsci y a consacré de nombreuses pages.

Justement ! Ce dossier des révolutions bourgeoises est marqué par la stature et l'image écrasantes de la Révolution française. J'y ajoute d'emblée ses deux dauphines, les révolutions hollandaise et anglaise, qui présentent des traits tout à fait remarquables, mais qui, dans l'imaginaire de l'humanité, ne sont pas placées par les peuples "au rang et à la dignité" de Révolution-modèle.

Je vais donc d'abord essayer (1<sup>ère</sup> partie ; aujourd'hui) de délimiter le sujet des révolutions bourgeoises, sans entrer dans aucun détail, parce que ce serait bien trop long, mais simplement pour que nous ayons bien conscience des limites temporelles et spatiales du sujet.

Je passerai ensuite en revue (2<sup>e</sup> partie ; aujourd'hui également) les aspects des sociétés de l'époque contre lesquels ces révolutions bourgeoises se soulèvent.

Finalement (3<sup>e</sup> partie, la plus longue, la prochaine fois), j'étudierai les grands mécanismes de ces révolutions bourgeoises.

Je vais citer, au cours de ces deux conférences, beaucoup d'événements dont je dirai très peu de choses, mais pour lesquels je vais vous fournir, comme d'habitude, -et même plus que d'habitude, -des liens hypertexte explicatifs. Les traces écrites vont donc particulièrement revêtir le caractère de documents de travail

Je suis de près pour ces deux conférences une formidable étude de synthèse de Robert Lochhead intitulée « **Les révolutions bourgeoises** », publiée en 1989 par l'*Institut international de recherche et de formation [IIRF] (International institute for research and education [IIRE])*. Il s'agit d'une structure franco-hollandaise d'orientation marxiste qui publie en français et en anglais<sup>1</sup>.

Ces deux conférences seront suivies de trois autres : une pour la révolution hollandaise et deux pour la révolution anglaise. On en reparlera le moment venu.

---

<sup>1</sup> On doit à cet organisme – outre l'étude dont je vais me servir – des dossiers sur divers sujets de Daniel Bensaïd, Michael Löwy, Ernest Mandel et Pierre Rousset.



1640-1660<sup>9</sup>, quoique paraissant échouée, enclenche de nombreuses transformations.

D'autres crises révolutionnaires sont échouées, comme la Fronde de 1648-1653 en France<sup>10</sup>, comme la révolution catalane (1640-1652)<sup>11</sup>, comme encore les soulèvements de Naples et de Sicile de 1647<sup>12</sup>.

Cette vague va toucher aussi, au XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, beaucoup d'autres pays d'Europe occidentale et méridionale, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Asie. Pêle-mêle : Belgique, Rhénanie, Républiques Batave, helvétique et cisalpine, unification de l'Italie, révolutions ibériques, États-Unis d'Amérique, révolution Meiji.

Aucune de ces crises ne sera sans résultat. À l'inverse, rares sont celles dont les résultats seront clairs, nets et sans bavure.

C'est ce processus de neuf siècles, et pas seulement les trois ou quatre révolutions les plus connues, qui a accouché des États bourgeois modernes.

Ces « *révolutions bourgeoises ont éclaté*, dit Lochhead, *sous l'effet des tensions que le développement de l'économie marchande, puis du capitalisme, au sein même de la société féodale, fait subir à l'Ancien régime féodal et*

<sup>9</sup> [https://wikirouge.net/Première\\_révolution\\_anglaise](https://wikirouge.net/Première_révolution_anglaise) et [https://fr.wikipedia.org/wiki/Première\\_révolution\\_anglaise](https://fr.wikipedia.org/wiki/Première_révolution_anglaise)

<sup>10</sup> Mais, peut-être a-t-elle incité Louis XIV à faire abondamment appel à la bourgeoisie pour la gestion du royaume...

<sup>11</sup> [https://wikirouge.net/Révolution\\_catalane\\_-\\_text=Corpus\\_de\\_Sang,\\_H.,\\_les\\_années\\_1640\\_et\\_1659.](https://wikirouge.net/Révolution_catalane_-_text=Corpus_de_Sang,_H.,_les_années_1640_et_1659.)

<sup>12</sup> [https://fr.wikisource.org/wiki/La\\_Révolution\\_de\\_Naples\\_en\\_1647](https://fr.wikisource.org/wiki/La_Révolution_de_Naples_en_1647)

{ *absolutiste confronté à la limite de ses capacités d'adaptation* ».

Mais, les acteurs de ces soulèvements ont rarement un programme clair, et ils improvisent souvent. Malgré tout, et vaille que vaille, le résultat est l'extension des rapports marchands, puis celle du capitalisme.

Les transformations juridiques et institutionnelles obtenues au fil des siècles dans l'ensemble des pays que je viens de citer – avant la Révolution, donc - peuvent être ainsi résumées :

- La libération des serfs de leur servitude personnelle, et les redevances aux seigneurs prennent une forme monétaire au lieu de corvées ;
  - Le partage des fiefs des seigneurs en petites propriétés paysannes ou leur transformation directe en exploitations agricoles capitalistes ;
  - L'évolution du droit de propriété vers une forme absolue, typique de la société marchande, au lieu de la forme conditionnelle, typique de la société féodale ;
    - La suppression du pouvoir judiciaire et étatique des seigneurs dans leurs seigneuries ;
    - Des garanties juridiques de protection des personnes et de leur propriété contre l'arbitraire seigneurial et royal ;
    - La restriction du pouvoir et des propriétés foncières de l'Église et la liberté religieuse et de conscience ;
    - L'abolition de la dîme, impôt payé à l'Église ;
    - L'égalité devant la loi et la fin de l'accès privilégié de la noblesse aux charges officielles (« La carrière ouverte aux talents ») ;

- La diminution, voire la suppression, des entraves institutionnelles à la libre activité des artisans, commerçants, manufacturiers et industriels, en particulier le libre achat de la force de travail et la libre vente des marchandises et services produits, la suppression de l'organisation corporative des métiers, la suppression des douanes intérieures ;
  - La diminution de la censure des idées ;
- La rationalisation du découpage territorial, des poids et mesures, de l'enseignement, de la fiscalité, de la législation civile et pénale ;
  - La limitation du pouvoir royal, voire sa suppression, au moyen de représentations nationales élues, au suffrage censitaire d'abord, au suffrage universel ensuite.

## **II. – Contre quoi ces révolutions bourgeoises se soulèvent-elles ?**

Elles se soulèvent contre la société féodale, que nous appelons maintenant société d'Ancien régime.

Quatre points : 1) en quoi consiste le féodalisme ? 2) Les grands traits de la société urbaine d'Ancien régime. 3) Les États généraux et 4) L'absolutisme.

### **II.1. Le féodalisme**

La société féodale, qui s'est stabilisée en Europe vers l'an mil, est marquée par sa division en deux classes : d'un côté, les paysans, c'est-à-dire la quasi-totalité de la population, qui travaille sur les terres des nobles et leurs doivent parts des récoltes et corvées ; ces paysans ne sont pas libres, ce sont des serfs ; ils ne peuvent quitter la terre de leur seigneur,



À la fin du Moyen-Âge, aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, le féodalisme a perdu certains de ses caractères :

- Les paysans ont été affranchis du servage et leurs redevances ont été transformées en argent. Comme ils payaient au seigneur des “cens annuels”, on les a appelés des “censiers”.
- La paysannerie est devenue un ensemble hétérogène : serfs (il y en a encore), censiers, métayers<sup>14</sup>, fermiers<sup>15</sup>, petits propriétaires, domestiques, salariés agricoles, chômeurs et vagabonds.
- Souvent, les seigneurs féodaux ont acquis un droit de propriété absolue sur leurs terres ; ils sont donc sortis du système de propriété conditionné par un service militaire, c'est-à-dire du système du fief.

Au total, au fil des siècles, beaucoup de situations de dépendance personnelle ont disparu et ont été remplacées par des relations monétaires, marchandes :

- D'une part, les seigneuries s'achètent et se vendent avec les droits féodaux qui leur sont associés (et auxquels correspondent des revenus). La terre devient donc une marchandise.
- D'autre part, les tenures censières tendent également à faire place à des contrats courts de métayage ou de fermage.

## **II.2. La société urbaine d'Ancien régime**

La stratification sociale d'une ville d'Ancien régime est typiquement la suivante de haut en bas :

- Les patriciens : un petit nombre de familles, d'origine marchande ou financière le plus souvent. Ce sont souvent les bourgeois les plus riches.

---

<sup>14</sup> Exploitant agricole lié à un propriétaire foncier par un contrat de métayage aux termes duquel il donne au propriétaire la moitié du produit.

<sup>15</sup> Personne qui, moyennant une redevance annuelle, a le droit de faire valoir une exploitation agricole.

Ils vivent noblement, certains sont anoblis. Ils peuvent être alliés par mariage à des nobles.

- La grande majorité de la population urbaine est formée par la réunion des corporations de métiers : bouchers, marchands, maçons, drapiers, orfèvres, tanneurs, boulangers, brasseurs, bateliers, verriers, etc. Sous le toit de l'artisan vivent sa femme et ses enfants, des serviteurs et servantes, et surtout ses compagnons salariés et ses apprentis.

- Enfin, le petit peuple réunit les petits métiers artisanaux non organisés en corporations : petits marchands ambulants, porteurs d'eau, serviteurs et servantes, ouvriers journaliers du bâtiment ou du port, ouvriers des manufactures, mendiants.

Les couches les plus pauvres de ces trois catégories (les éléments les plus désargentés de la première, la frange la plus pauvre de la deuxième et l'essentiel de la troisième) constituent, réunies, les plébéiens, qui se retrouvent, le plus souvent, derrière la bannière des bourgeois, dont aucune limite précise, d'ailleurs, ne les sépare. Les uns ou les autres peuvent se retrouver à la tête des municipalités. Ce sont les municipalités plébéiennes qui sont à l'origine de la revendication du suffrage universel.

Au bout du compte, on peut dire que les sommets de la bourgeoisie étaient bien intégrés à la société féodale, soit qu'ils participaient à la gestion municipale, soit qu'ils avaient acheté des terres, soit même qu'ils avaient acquis des seigneuries. Le bourgeois ne rêvait pas de République, mais de devenir noble.

### **II.3. Les États généraux**

À partir du XIII<sup>e</sup> siècle, les rois ont commencé à convoquer des députés des trois "ordres" ou "États" (clergé, noblesse, "Tiers État"). Le mode

d'élection était plus ou moins démocratique, mais, en ce qui concerne les Tiers État, ce sont essentiellement des députés bourgeois que l'on trouvait. C'était conforme à l'importance et à la force de la bourgeoisie, qui, au fil du temps, manipulait des sommes de plus en plus importantes.

La bourgeoisie était riche. Elle gouvernait les villes. Elle contrôlait le crédit, spécialement celui qu'elle accordait au roi et aux nobles. Elle contrôlait la production et le commerce. Elle possédait des terres, voire des seigneuries. Elle fournissait au roi des fonctionnaires, voire des ministres. Bref, sous l'Ancien régime, la bourgeoisie était une classe sociale profondément intégrée et puissante. Elle n'était pas opprimée. Elle n'avait pas le pouvoir politique, certes, mais elle était – avec la noblesse – une classe possédante.

Seule une partie de la bourgeoisie – qui s'était lancée dans des affaires d'une certaine envergure – pouvait se sentir entravée par les réglementations de l'Ancien régime relatives à l'import et à l'export, ou à l'usage de la force de travail, ou bien encore, -évidemment, -aux règlements des corporations. Elle en était réduite à quémander des exemptions ou des dérogations.

Mais, de là à ce que la bourgeoisie souhaite un changement de régime, il y avait un pas que, pendant des siècles, elle n'a pas franchi.

Officiellement, le roi ne pouvait créer un nouvel impôt ou supprimer une ancienne loi sans l'accord des États généraux. Il les réunissait souvent quand il avait besoin de fonds, ce qui rendait les États généraux plus forts. La noblesse pouvait monnayer son accord contre des exemptions d'impôts ; la bourgeoisie monnayait le sien contre des possibilités de

contrôle de la recette et de la dépense. Bourgeoisie et noblesse pouvaient se mettre d'accord pour contrôler le pouvoir royal, et cela pouvait prendre la forme de *Comités permanents des États*.

#### **II.4. L'absolutisme**

Le pouvoir royal s'est progressivement renforcé, un peu à partir des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, surtout entre les XV<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

Il s'est doté d'une bureaucratie, de tribunaux, de représentants en province distincts des grands seigneurs, d'impôts permanents, d'une armée permanente, d'une diplomatie. À partir du XV<sup>e</sup> et surtout aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, il a restreint les pouvoirs "étatiques" des nobles sur leurs terres et l'autonomie des villes. C'est ce que l'on a appelé l'absolutisme.

Si la noblesse a accepté cette évolution, c'est qu'elle avait besoin de l'État pour la protéger contre les soulèvements paysans, contre les tentatives de conquête des noblesses voisines, contre l'endettement aussi. À cet égard, les cadeaux et pensions du roi étaient les bienvenus, ainsi que les traitements des fonctions civiles et militaires.

L'absolutisme est aussi contemporain des révolutions bourgeoises et des tentatives des États généraux d'instaurer une monarchie constitutionnelle. On peut ainsi analyser la réaction de Louis XIV après la crise révolutionnaire de la Fronde de 1648-1653.

#### **Un mot sur la réforme protestante**

Les révolutions des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles se sont faites dans le langage de la réforme protestante. Pour autant, ce serait une erreur de faire du protestantisme l'idéologie de la bourgeoisie dans sa lutte contre le

féodalisme. Le protestantisme a servi de bannière à toutes sortes de classes et de partis, et souvent à la noblesse. Par exemple, les princes d'Allemagne du Nord et les rois de Scandinavie s'en sont servis pour renforcer leurs absolutismes aux dépens de l'Église trop puissante.

## 2/5

Les révolutions bourgeoises sont diverses par leurs formes et leurs étapes, mais, dans la mesure où elles opposent toutes les mêmes classes sociales, elles présentent des traits communs.

### III. - Quels mécanisme généraux ?

Dix points.

#### III.1. La crise de l'absolutisme et l'unanimité pour la monarchie constitutionnelle

« [...] *Les révolutions bourgeoises éclatent*, dit Lochhead, *à la surprise générale de tout le monde, sans avoir réellement été ni voulues ni prévues par personne* ».

Brusquement, l'absolutisme ne réussit plus à gouverner comme avant, et son autorité n'est plus acceptée comme avant. Des contradictions se sont lentement accumulées dans la longue durée, dont les effets déstabilisateurs et destructeurs viennent à éclater au grand jour du fait d'un obstacle conjoncturel : crise économique, guerre perdue, banqueroute de l'État...

Si, par ailleurs, toutes les classes de la société s'entendent pour réclamer des réformes, il ne peut qu'en résulter un ébranlement du pouvoir royal. La situation sera particulièrement préoccupante si l'exigence de réformes monte de larges secteurs des classes possédantes, alors que si elle monte des classes populaires, le pouvoir royal la réprimera promptement.

L'exigence de réforme s'accompagne d'un vaste mouvement d'idées nouvelles qui met à nu les défauts de l'absolutisme et qui, en acquérant une relative hégémonie, délégitime l'ordre établi. Le pouvoir royal lui-même peut céder à cette contre-culture et concéder quelques réformes, telles les *Lumières* en France au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. Mais, c'est peine perdue.

Face à l'absolutisme paralysé, une grande partie de toutes les classes de la société revendique une monarchie constitutionnelle limitant les pouvoirs du roi par ceux des États généraux<sup>17</sup>. Il y donc – deuxième point – un rôle décisif des États généraux

### **III.2. Le rôle décisif des États généraux**

Les États généraux sont une institution qui peut offrir une tribune aux insatisfactions et aux revendications, mais, en outre, ils sont porteurs d'une légitimité qui en fait un contre-pouvoir face au pouvoir royal puisqu'ils peuvent, même sans l'accord du roi, mettre en chantier des réformes constitutionnelles.

---

<sup>16</sup> On peut aussi citer la Réforme protestante au XVI<sup>e</sup> siècle, le puritanisme et les "Lumières baconiennes" en Angleterre avant 1640, le libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>17</sup> C'est ce schéma qui a été observé aux Pays-Bas en 1566 et 1576, en Angleterre en 1640-1641, en France en 1789 et en Allemagne-Autriche en 1848.

Leur rôle est particulièrement décisif pour le vote de l'impôt : « *pas de taxation sans représentation* », martèle la bourgeoisie. C'est en cela que les États généraux constituent un élément républicain au sein de l'Ancien régime. Par ailleurs, en alimentant un débat sur la représentation de l'ensemble des contribuables, ils ont aussi été un élément dans la longue marche vers le suffrage universel.

Les rois savaient pertinemment pourquoi ils ne convoquaient pas les États généraux ! En France, en 1789, les États généraux ne s'étaient pas réunis depuis 1614, soit 175 ans ! Leur réunion avait pourtant été réclamée au moment de la Fronde, en 1648-1653, et à la mort de Louis XIV, en 1715. Le pouvoir royal était parfaitement conscient des risques majeurs associés à la réunion des États généraux.

### **III.3. Le ralliement des nobles oppositionnels**

Toutes les révolutions ont vu des grands ou moins grands féodaux se révolter contre leur roi et se ranger au côté de la bourgeoisie, des paysans et des plébéiens.

Certains grands seigneurs ont même cherché à "chevaucher" des mobilisations de masses pour les faire servir leurs propres intérêts, c'est-à-dire surtout contrôler le gouvernement.

C'est qu'avec le temps, et avec la généralisation de l'économie monétaire et du capitalisme, une minorité de la noblesse s'était "embourgeoisée" dès le Moyen-Âge en s'adonnant à des activités économiques semblables à celles de la bourgeoisie. Pour cette même raison, ces grands seigneurs "aventuriers" prenaient leurs distances avec les masses dès que le mouvement sortait des limites modérées entre

lesquelles ils souhaitaient le confiner ; dès que, par exemple, la propriété privée et les privilèges étaient mis en cause. Mais, pour les nobles qui étaient devenus propriétaires fonciers capitalistes – et beaucoup l'étaient devenus – cette question des privilèges n'était plus sacrée. Voilà pourquoi la noblesse française y a "généreusement" renoncé dans la nuit du 4 août, sous la pression à la fois de la bourgeoisie et de l'insurrection paysanne en cours.

#### **III.4. La question de l'armée royale**

Toute situation révolutionnaire fait surgir la question de l'armée. Pour que la situation révolutionnaire se prolonge, pour que les forces de répression, qui savent si bien faire les choses, ne passent pas à l'acte, il faut qu'elles en soient empêchées ; il faut qu'elles soient confrontées à des forces militaires qui défendent le mouvement social, c'est-à-dire à une situation de double pouvoir<sup>18</sup>.

#### **III.5. Les classes possédantes débordées par l'explosion plébéienne et paysanne**

Le mouvement de révolte des classes riches et l'effondrement, ou tout au moins la paralysie du pouvoir royal, permettent au mécontentement longtemps contenu des classes pauvres - plébéiens des villes et paysans – d'exploser.

---

<sup>18</sup> Aux Pays-Bas, en 1566 et 1576, les insurgés lèvent leurs propres troupes. En Angleterre, en 1640-1642, Cromwell lève son *Armée Nouveau Modèle*, qui se révélera redoutablement efficace.

En France, en juin 1789, la nouvelle municipalité de Paris fonde une milice bourgeoise, *la Garde nationale*. En juillet, les régiments royaux des *Gardes françaises* fraterniseront avec la population parisienne et se disloqueront.

En France toujours, en 1792-1793, face aux puissances étrangères et à la trahison des officiers nobles de l'armée royale, les révolutionnaires décrètent la levée en masse et constituent *la nouvelle armée de la République*, qui se révélera efficace, elle aussi.

Les classes possédantes se retrouvent débordées par le mouvement populaire, qui se radicalise, réclame l'abolition de la royauté, le suffrage universel, la réforme de la justice, de l'administration et de la fiscalité, une réforme agraire<sup>19</sup>.

### **III.6. La mise en question de la propriété privée elle-même**

Dans toutes les révolutions bourgeoises, les soulèvements populaires ont été perçus par les riches comme une menace pour leur propriété, et cela même si les manifestants ne posaient pas du tout la question de la propriété, et pour cause, puisqu'ils étaient souvent eux-mêmes des petits propriétaires.

Il en va différemment pour les luttes sociales agraires, où la mise en cause de la propriété des grands propriétaires fonciers (féodaux ou bourgeois) est monnaie courante.

Mais, même si la propriété n'est pas mise en cause, les propriétaires – eux – le sont, par exemple quand les plébéiens remettent en cause les avantages fiscaux que les riches tirent de leur gestion des affaires municipales, ou quand ils proposent un impôt sur le revenu, ou bien encore quand ils réclament le suffrage universel, ce qui représente pour les riches le risque de votes hostiles. Dans la Révolution française, la loi du maximum du 29 septembre 1793 n'est pas favorable aux riches.

---

<sup>19</sup> En France, en juillet 1789, explosion de soulèvements paysans et de manifestations urbaines. En 1791, grandes manifestations lors de la fuite du roi à Varennes et programme radical des Jacobins. En 1792, l'insurrection des sans-culottes renverse l'assemblée législative et le roi, et impose le suffrage universel et la République. En 1793, l'insurrection renverse le gouvernement des Girondins.

### **III.7. Vers la mise en question de l'oppression des femmes**

Les femmes ont toujours participé activement aux soulèvements révolutionnaires, et se sont politisées à cette occasion. Dès la révolution anglaise la question de l'émancipation légale de la femme est posée.

Chaque révolution bourgeoise mettra sur la table la question de l'émancipation des femmes. Mais, comme on sait, dans leur ensemble, les révolutions bourgeoises n'ont finalement pas apporté grand-chose aux femmes. Le Code civil de 1804 a douché tous les espoirs d'émancipation féminine.

C'est au cours du second XIX<sup>e</sup> siècle que les choses vont commencer à bouger. Condorcet<sup>20</sup> et Olympe de Gouges<sup>21</sup>, pendant la Révolution française, sont des personnalités isolées.

### **III.8. Les classes possédantes veulent arrêter la révolution et répriment le mouvement populaire**

La situation révolutionnaire met les États généraux en première ligne. Ils siègent en permanence tandis que le pouvoir royal est paralysé. Ils se retrouvent donc, de facto, à la tête de l'État.

Au sein de ces États généraux, la noblesse est divisée et désarçonnée, quand elle n'est pas tout simplement en exil. C'est la bourgeoisie qui mène la danse, en particulier ses éléments les plus conservateurs.

Son objectif est, évidemment, de prendre le pouvoir. Les États généraux décident donc un minimum de réformes destinées à limiter durablement

---

<sup>20</sup> *Sur l'admission des femmes au droit de cité*, 1791.

<sup>21</sup> *Les droits de la femme*, 1793.

le pouvoir royal tout en recherchant un compromis, typiquement une solution de monarchie constitutionnelle.

Mais, les choses vont se révéler bien plus compliquées que cela. Le compromis de la monarchie constitutionnelle va se révéler introuvable du fait, aussi bien, du parti royaliste, qui résiste féroce­ment, que de la mobilisation populaire, qui réclame des mesures plus radicales et démocratiques.

Face à cette situation, la bourgeoisie, dans sa grande majorité, prend peur, réprime, défend avec acharnement le suffrage censitaire, cherche l'accommodement avec le roi<sup>22</sup>.

Mais, cette attitude, il faut bien le dire, ne fait pas beaucoup avancer la cause de la Révolution. Pour en sortir, il faut qu'un parti accepte de prendre le risque de *"chevaucher le tigre"*<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> En France, par exemple, l'Assemblée constituante vote une constitution étroitement censitaire. Le 17 juillet 1791, elle fait tirer sur la foule qui réclame la déchéance du roi par la Garde nationale de la municipalité de Paris commandée par La Fayette.

De mars 1792 à juin 1793, les Girondins, qui considèrent la Révolution achevée, s'opposent à la déchéance puis à la condamnation du roi. Ils s'opposent aussi aux revendications économiques des sans-culottes. Quelques semaines auparavant, alors qu'il était en train d'organiser le débordement de la bourgeoisie, Robespierre déclarait le 2 janvier 1792 au *Club des Jacobins* : « *C'est ainsi que parmi vous ce sont les parlements, les nobles, le clergé, les riches qui ont donné le branle à la révolution ; ensuite le peuple a paru. Ils s'en sont repentis, ou du moins ils ont voulu arrêter la Révolution, lorsqu'ils ont vu que le peuple pouvait recouvrer sa souveraineté* ».

Les dernières insurrections des sans-culottes seront écrasées par l'armée en avril et mai 1795 (journées de Germinal et de Prairial).

<sup>23</sup> *"Chevaucher le tigre"* est une expression qui vient du proverbe chinois : « *celui qui chevauche le tigre a peur d'en descendre* ». Comprendre : la personne qui prend la responsabilité d'une telle action sait qu'elle ne peut pas l'abandonner sans risque ou sans conséquences incontrôlables ou même catastrophiques.

### III.9. La solution moyenne imposée par le parti prêt à utiliser la radicalisation populaire

Les épisodes d'avancées les plus efficaces et fructueuses qu'ont connus les révolutions bourgeoises ont été le fait de partis qui ont été prêts à utiliser la radicalisation plébéienne ; des partis qui, au lieu de se retourner frontalement contre les plébéiens insurgés, en ont pris la tête, ont canalisé leur force pour prendre des mesures énergiques contre la contre-révolution royaliste et entreprendre une réforme profonde des institutions.

Lochhead les décrit comme des « *groupes très minoritaires d'intellectuels radicaux et de leaders militaires et politiques issus de la noblesse, de la petite noblesse, de la bourgeoisie, voire de l'Église, mais qui n'en sont pas du tout représentatifs, [et qui, cependant], arrive à regrouper derrière lui un bloc, une alliance, réunissant les plébéiens et quelques secteurs minoritaires mais consistants de la bourgeoisie et de la noblesse, surtout de la petite noblesse* ».

Ce parti pris donne lieu à des exercices d'équilibriste où l'on voit la bourgeoisie tantôt faire des concessions à gauche et réprimer à droite, tantôt faire des concessions à droite et réprimer à gauche, mais toujours en évitant que la mobilisation populaire bascule dans le camp royal<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> En France, les Jacobins de toutes tendances sont représentatifs de ce schéma entre 1789 et 1794. On voit chaque équipe prête à aller plus loin que la précédente dans l'utilisation du soulèvement sans-culottes et disposée à lui faire plus de concessions, mais tout cela sans que les sans-culottes eux-mêmes n'accèdent jamais au pouvoir.

Mais, l'équilibriste présente des risques. « *Les robespierristes, dit Lochhead, avaient eux-mêmes tellement bridé, déçu, réprimé les sans-culottes qu'il n'y eut plus de soulèvement sans-culottes pour venir à leur secours quand ils furent renversés par la Convention le 10 Thermidor-28 juillet 1794* ».

Les libéraux sont donc toujours déjà sommés de se positionner au mieux et au plus efficace entre le camp royal et celui des plébéiens.

### III.10. Le dilemme des libéraux : entre réaction et débordement populaire

C'est ainsi, dit Lochhead, que l'on a vu que « *le déroulement de toutes les révolutions bourgeoises fut conditionné par une lutte de classes qui divisa le "camp anti-absolutiste" lui-même entre bourgeoisie et plébéiens* ».

La bourgeoisie, en effet, veut sortir du régime féodal, mais pas au prix de voir se mettre en place un système qu'elle ne pourrait pas diriger, soit parce que celui-ci comporterait une importante dimension de suffrage universel, soit – plus grave encore – parce que la propriété aurait été gravement mise en cause.

Donc : la révolution, oui, mais à condition qu'elle ne remette pas en question l'ascension de la bourgeoisie et qu'elle ne l'empêche pas d'accéder à la direction politique de la société. La république bourgeoise, oui, mais à condition que la mobilisation populaire puisse être contenue et, le cas échéant, réprimée.

Si tel n'est pas le cas, la bourgeoisie préfère s'entendre avec le roi et la noblesse, et oublier provisoirement ses rêves de domination sans partage<sup>25</sup>.

---

<sup>25</sup> C'est ainsi, dit Lochhead, que « *pendant deux à trois siècles, c'est la peur du radicalisme social qu'avait la bourgeoisie qui a retardé le renversement de l'Ancien régime* ». En France, c'est l'exemple de la Fronde de 1648-1653.

Tel est donc le dilemme historique des libéraux : ils sont déterminés à la fois à abattre l'absolutisme et l'Ancien régime et à réprimer les débordements plébéiens.

Leur idéal politique est une république conservatrice ; à défaut, une monarchie constitutionnelle ; et, dans tous les cas, le suffrage censitaire<sup>26</sup>. Pour la bourgeoisie, c'est la sensibilité politique idéale, et pourtant... et pourtant, elle n'a jamais hésité à laisser en plan les libéraux et à s'allier avec les monarchistes quand la plèbe se faisait remuante (plus tard, dans le second XIX<sup>e</sup> siècle, quand c'était le prolétariat qui était en ébullition).

On peut comprendre que l'opinion publique bourgeoise ait gardé un souvenir mitigé de la Révolution : elle les a, certes, mis au pouvoir, mais au prix de contorsions politiques particulièrement inconfortables.

Toutes ces révolutions bourgeoises, dit Lochhead, *« se sont conclues chacune à sa manière sur un compromis entre bourgeoisie et noblesse laissant à cette dernière une place désormais subordonnée, mais tout à fait dorée »*.

Quant à la bourgeoisie, elle voyait sa propriété garantie. Typiquement, c'est le Directoire à partir de 1795, une république sans démocratie également appelée la *“République des propriétaires”*.

*« Toutes les révolutions bourgeoises furent des défaites pour les plébéiens, dit Lochhead. Débordées par le*

---

<sup>26</sup> En France, ce sont les partisans de la monarchie constitutionnelle et les Thermidoriens. Des noms : La Fayette, Benjamin Constant.

*radicalisme plébéien, les classes possédantes durent le réprimer à grand peine ».*

Contenir la plèbe, donc, après s'être si bien servi d'elle comme bélier pour faire la Révolution. Contenir aussi la noblesse, c'est-à-dire la confiner désormais dans la position de classe politiquement subordonnée, sachant qu'avec cette dernière il est toujours possible de s'entendre parce que – quand même - on est entre possédants.